



Objet : Communiqué de presse

A Montreuil, le 4 mai 2019

47 avenue Pasteur  
93100 MONTREUIL  
33 (0)1 45 44 48 25  
man@nonviolence.fr  
<http://nonviolence.fr>

## De l'art d'envenimer le climat...

La façon dont ont été conduites les opérations de maintien de l'ordre ce 1er mai à Paris soulève à nouveau des questions, de même que l'atteinte aux libertés concrétisée par l'adoption récente de la nouvelle loi relative à la sécurité publique.

D'une part les multiples interpellations intervenues, comme le permet désormais la loi, et le nombre élevé de gardes à vue, dont certaines peuvent apparaître abusives, interroge sur le devenir de manifestations telles que celles organisées par des syndicats. En l'occurrence la liberté de manifester paraît mise à mal par ces nouvelles dispositions législatives.

D'autre part, force est de constater que les 1500 à 2000 éléments les plus perturbateurs, pourtant pour la plupart connus des services de renseignements, ont pu une nouvelle fois agir sans en être réellement empêchés par plus de 7000 policiers déployés dans la capitale. Peu d'entre eux semblent en effet faire partie des personnes interpellées, au contraire de nombre d'individus, gilets jaunes « radicalisés » ou non, qui se sont souvent retrouvés coincés entre les black blocs et les forces de police sans réelle possibilité d'échapper aux gaz lacrymogènes.

Quelques uns, qui avaient tenté de chercher refuge dans les locaux de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière, comme semblent l'attester des témoignages de personnels de l'hôpital qui ne se sont jamais sentis agressés, ont par la suite été interpellés.

Pour autant, le ministre de l'intérieur, responsable de par sa fonction de la sécurité et du maintien de l'ordre, a qualifié « d'attaque » cette intrusion dont l'objectif était une mise à l'abri... sécuritaire ! De tels propos, outre qu'ils n'honorent pas celui qui les a tenus, sont surtout de nature à mettre de l'huile sur le feu des prochains rassemblements. Sont-ils dus à une volonté délibérée d'envenimer le climat déjà délétère actuel, ou à une incompétence notoire ? Dans les deux cas, M Macron ferait bien de se séparer d'un tel ministre dont le bilan humain en terme de blessés graves ne cesse de s'alourdir, semaine après semaine.

Par ailleurs, si MAN ne cautionne pas les violences de certains manifestants (cf. nos communiqués des 18 décembre et 11 janvier derniers), il réaffirme qu'il est grandement temps que les autorités de notre pays répondent aux inquiétudes exprimées, autrement que par des lois liberticides, la répression policière ou des mesures qui ne s'attaquent pas aux racines des menaces pesant sur notre société et nos libertés.

Patrick HUBERT, porte-parole